CARTE D'IDENTITÉ DE LA MARNE

La Marne : carte d'identité

■ Une population qui stagne : 566 145 habitants en 2009 (InseeRP09)

Population sans double compte (2006-2009: population municipale) en milliers 640 620 60 000 600 580 560 55,000 540 520 500 50 000 480 460 45 000 440 420 ■ Marne (51) ■ France métro.

Source : RGP, Insee France : échelle de droite

- Reims: 12ème ville française en nombre d'habitants
- Châlons-en-Champagne: 121 ème
- **69,4** habitants au km²

France métropolitaine: 114,8

■ **248 290** ménages, **2,24** personnes par ménage en moyenne (INSEE 2009)

France métropolitaine (2008): 2,3

- 1435 nouveaux ménages en moyenne par an entre
- 1999 et 2011 (Filocom 2011)
- La taille des ménages a baissé de 0,8 % par an depuis 1999
- Un revenu moyen de 24 028 € annuel par foyer fiscal en 2009 (INSEE 2009)

moyenne nationale: 23 433 €

Le logement: principaux indicateurs

- Un parc de **289 099 logements** (Filocom 2011) :
 - 86,4% de résidences principales

France: 81,9%

3,2% de résidences secondaires

France: 9,1%

- 10,4% de logements vacants

France: 8,9%

- **249 768 résidences principales (**Filocom 2011) :
 - 126 600 propriétaires occupants (51,9%)

France: 57,9%

49 800 locataires parc privé (19,9%)

France: 24,8%

64 700 locatifs HLM (25,9%)

France: 14,3%

- la Marne est le **1er département** (hors IDF) pour la proportion de logements sociaux (Filocom 2011):
- 9 logements sociaux sur 10 sont situés dans les principales agglomérations
- 64% des résidences principales se situent dans les six principales agglomérations du département (près de 2 sur 3)
- Une prééminence de la maison individuelle :
 57,1 % des résidences principales (Filocom 2011)

France : 55,2%

- 2536 logements mis en chantier en 2011 (Sitadel2, DREAL Champagne-Ardenne, nov 2012)
- prix moyen d'un appartement neuf: 3 612 €/m² (Perval, 2011) +8,1% sur un an

France: nc€/m²

prix moyen d'un appartement ancien : 1 992 €/m² (Perval, 2011) +4,2% sur un an

France hors Ile de France : 2 472€/m²

prix moyen d'une **maison ancienne**: **189 400 €** (Perval, 2011) +4% sur un an

France hors Ile de France : 197 700 €/m²

■ prix moyen d'un **terrain à bâtir** :

71 100 € (Perval, 2011) +10,9% sur un an

France hors Ile de France : 72 600 €/m²

loyer moyen dans le parc privé :

10 €/m² hors charges (Clameur, 2012)

France: 12,6 €/m²

Le territoire d'étude : 6 Pays¹ et leurs agglomérations principales

- le département est partagé en 6 territoires correspondant au découpage Pays/Bassin d'habitat, dont celui de Reims représente plus de la moitié de la population (Insee, population municipale 2009) :
 - le Pays Rémois (REM) : 287 933 hab.
 - le **Pays de Châlons-en-Champagne (CHA) :** 97 890 hab.
 - le **Pays d'Épernay, Terres de Champagne (ETC)** : 85 985 hab.
 - le Pays Vitryat (VIT): 46 777 hab.
 - le Pays de Brie et Champagne (BCH) : 35 034 hab.
 - le Pays d'Argonne Champenoise (ARG) : 12 526hab.

- un zoom sur les principales agglomérations de chaque Pays : (Insee - RP 2009)
- **Reims Métropole**, communauté d'agglomération de Reims (CAR) : 208 540 habitants
- Cités en Champagne, communauté d'agglomération de Châlons (CAC): 64 233 habitants
- la communauté de communes **Epernay, Pays de Champagne** (CCEPC) : 37 303 habitants
- la communauté de communes de **Vitry-le-François** (CCVF) : 22 052 habitants
- la communauté de communes des coteaux Sézannais : 9 199 habitants
- la communauté de communes de la région de Sainte-Ménehould: 8 100 habitants



^{1 1.} Certaines communes ont été incluses dans les périmètres de Pays pour les besoins de l'étude.

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE REIMS

La population

■ REIMS: 181 468 habitants en 2009

■ CAR: 208 540 habitants en 2009 (-0,3% entre 1999 et

2009)

Bétheny: 6 439
Bezannes: 1 378
Cormontreuil: 6 165

Saint-Brice-Courcelles: 3 390

Tinqueux: 10 326

Reims: 12 ème ville française, : 29 ème aire urbaine

 Densité de la CAR : 2 283 hab/km², 2éme rang derrière l'agglomération parisienne

 99 669 ménages, 2,04 personnes par ménage en moyenne (INSEE, RP2009)

Un revenu annuel moyen de 21 553 € par foyer fiscal en 2009 (DGFiP)

Les hébergements

- 14 résidences universitaires : 1 826 chambres
- 3 résidences pour personnes âgées, 296 chambres (30 structures d'accueil pour 2 946 lits)
- 12 foyers (jeunes travailleurs, étrangers)...
- Hébergement d'urgence : 5

Les bailleurs sociaux

■ Reims Habitat : 10 147 logements gérés

■ Effort Rémois : 17 557 logements gérés

■ Foyer Rémois : 12 852 logements gérés

 60 % de la population disposant de revenus compatibles à l'accès d'un logement social de type PLUS

■ 14 072 demandeurs au 22 juillet 2010, 39% des demandes émanent de personnes seules

Un délai moyen d'attente des demandeurs externes de 13 mois en juillet 2010 (11,4 pour le département)



Zone Franche Urbaine Croix-Rouge

Le parc de logement

- Un parc de 110 827 logements (Filocom 2011) :
 - 87,9% de résidences principales (97 441)
 - 2% de résidences secondaires (2 240)
 - 10,1 % de logements vacants (11 146)
- Une répartition au bénéfice des logements locatifs (Filocom 2011)
 - 31,3 % de propriétaires
 - 67,5 % de locataires
 - 1,3 % d' « autres »
- Date de construction (Filocom 2011) :

- avant 1949 : 28%- de 1949 à 1974 : 35,9%

- de 1975 à 1989 : 18,4% - après 1990 : 17,8%

■ Un taux de vacance moyen de 6,5 % : (Insee 2009)

■ Un taux de vacance moyen de 9,88 % (Filocom 2011)

Le foncier

 1122 logements commencés en 2011 (Sitadel2, DREAL Champagne-Ardenne)

Sur ville-centre: Reims (Base Perval 2011)

■ prix moyen d'un appartement neuf : 3 696€/m²

■ prix moyen d'un appartement ancien : 2 125€/m²

■ prix moyen d'une maison ancienne : 234 300€

■ prix moyen d'un terrain à bâtir : 84 200€ en moyenne (région rémoise)

■ loyer moyen dans le parc privé (CAR): 9,8€/m² hors charges (Clameur, 2012)

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE

La population

■ Châlons-en-Champagne: 46 236 habitants en 2009,

■ CAC: 64 233 habitants (INSEE, RP2009)

- Compertrix : 1 284 - Coolus : 219 - L'Epine : 635 - Fagnières : 4 437 - Moncetz-Longevas : 560

- Recy : 1 040

- Saint-Etienne-au-Temple: 609

- Saint-Gibrien: 464

Saint-Martin-sur-le-Pré: 799Saint-Memmie: 5 288

- Sarry : 2 043

- La Veuve : 619

■ rang national: 138 ème ville française,

■ 107 ème aire urbaine

densité : 319,8 hab/km2

 28 417 ménages, soit 2,17 personnes par ménage en moyenne (Insee, 2009)

Un revenu moyen de 21 401 € annuel par foyer fiscal en 2009 (DGFiP)

Les hébergements

- 3 résidences étudiantes, (résidences Degrancourt, Fournier et ENSAM) pour un total de 418 chambres
- 9 résidences de personnes âgées pour plus de 800 places
- 1 foyer de jeunes travailleurs de 103 places en cours de réhabilitation pour 2013, et 186 logements gérés par ADOMA
- Hébergement d'urgence : 15 places (Croix Rouge) + un CHRS (22 places par l'UDAF, 41 places par le CCAS Châlons)

Les bailleurs sociaux

- Châlons-en-Champagne-Habitat, 4 152 logements gérés
- Effort Rémois, 1 169 logements gérés
- Renaissance Immobilière Châlonnaise, 4 520 logements
- 59% des ménages peuvent accéder à un logement social
- Le délai moyen d'attribution des demandeurs externes est de 5,2 mois (N° Unique 22/07/2010)
- Le délai moyen d'attente des demandeurs interne est de 8,5 mois



Logements individuels lotissement "Champs-aux-Écus" à Fagnières. « Châlons Habitat » 2012

Le parc de logements

- Un parc de 32 161 logements (FILOCOM 2011):
 - 87,7% de résidences principales (28 207)
 - 1,6% de résidences secondaires (529)
 - 10,7% de logements vacants (3 425)
- Une répartition des résidences principales au bénéfice des logements locatifs / propriété (FILOCOM 2011):
 - 44,6 % de propriétaires occupants
 - 53,3% de locataires
 - 2,1% « d'autres »
- Date de construction : (Filocom 2011)

- avant 1949 : 22 %

- de 1949 à 1974 : 43,4 %

- de 1975 à 1989: 19,5 %

- après 1990 : 15,1 %

- Un taux de vacance moyen de 6,3 % : (Insee 2009)
- Un taux de vacance moyen de 10,62 % (Filocom 2011)

Le foncier

- 405 logements mis en chantier en 2011 (Sitadel2, DREAL Champagne-Ardenne)
- prix moyen d'un appartement neuf : 2 625 €/m² (La côte annuelle des valeurs immobilières et foncières. Janvier 2011)
- prix moyen d'un appartement ancien : 1 531 €/m² (Perval, 2011)
- prix moyen d'une maison ancienne : 174 300€ (Perval, 2011)
- prix moyen d'un terrain à bâtir (pour l'habitat): 130 €/ m² (Perval, 2009) +27% par rapport à 2008
- loyer moyen dans le parc privé : 10,3 €/m² hors charges (Clameur, 2012)

COMMUNAUTE DE COMMUNES D'EPERNAY ET PAYS DE CHAMPAGNE

La population

Epernay: **24 317** habitants en 2009, (Insee)

CCEPC: 37 303 habitants en 2009

Avize: 1709

Brugny - Vaudancourt: 442

Chouilly: 1 002
Cramant: 884
Cuis: 404
Cumières: 838
Flavigny: 188
Istres et Bury: 91
Magenta: 1 749
Mardeuil: 1 542
Moussy: 781
Oiry: 893
Pierry: 1 195
Plivot: 746

Vinay: 522

■ Epernay: 346 ème ville française

■ 16 704 ménages, 2,25 personnes par ménage en moyenne (INSEE, RP2008)

 Un revenu annuel moyen de 23 191 € par foyer fiscal en 2010 (DGFiP)

Les hébergements

- 40 logements étudiants (Toit Champenois) : logements meublés sur Epernay et Avize
- 4 établissements pour personnes âgées, dont un foyer logement dans la ville centre : 65 logements et 3 EHPAD : 230 places environ
- 1 foyer de jeunes travailleurs, 54 studios meublés gérés par ADOMA
- Hébergement d'urgence : un CHRS (9 appartements meublés et équipés), une maison relais et des appartements en diffus gérés par le Club de Prévention

Les bailleurs sociaux

■ Le Toit Champenois : 3170 logements gérés

■ Plurihabitat / l'Effort Rémois : 498 logements gérés

■ Le Foyer Rémois : 229 logements gérés

■ Habitat de Champagne : 76 logements gérés

 54% de la population disposant de revenus compatibles à l'accès d'un logement social de type PLUS

■ 1066 demandeurs au 22 juillet 2010

Un délai moyen d'attente des demandeurs externes de 10,6 mois en juillet 2010 (11,4 pour le département)



projet d'habitat intergénérationnel à Magenta

Le parc de logement

- Un parc de 20 338 logements (Filocom 2011) :
 - **83%** de résidences principales (16 836)
 - 2% de résidences secondaires (460)
 - 15 % de logements vacants (3 042)
- Un équilibre entre propriétaires et locataires à l'échelle de la Communauté (Filocom 2011)
 - 54% de propriétaires
 - 46% de locataires
- Date de construction (Filovom 2011) :

- avant 1949 : 42 % - de 1949 à 1974 : 25,8 % - de 1975 à 1989 : 17,7 %

- après 1990 : 14,4 %

■ Un taux de vacance moyen de 9 % : (Insee 2009)

■ Un taux de vacance moyen de 14,9 % (Filocom 2011)

Le foncier

- 154 logements commencés en 2011 (Sitadel2, DREAL Champagne-Ardenne) contre 107 sur la période 2000-2009.
- prix moyen d'un appartement neuf : 181 600€ (Perval, 2010)
- prix moyen d'un appartement ancien : 1 579 €/m² 101 700€ (Perval, 2010)
- prix moyen d'une maison ancienne : 171 700 € (Perval, 2011)
- prix moyen d'un terrain à bâtir : 68 200€ (Perval, 2010)
- loyer moyen dans le parc privé (CCEPC): 8,4€/m² hors charges (Clameur, 2012)

COMMUNAUTE DE COMMUNES DE VITRY-LE-FRANÇOIS (CCVLF)

La population

- CCVLF: 22 049 habitants en 2009; soit une diminution annuelle de 1% depuis 1999 (Insee RP 2009)
- Vitry-le-François: 13 686 (diminution annuelle de 2%)
- Autres communes de la CCVLF: 8 363 (+0,9%)
 - Ablancourt: 152 (-1,23%)
 - Arzillières-Neuville: 354 (1,27%)
 - Aulnay-l'Aître: 134 (0,94%)
 - Bignicourt-sur-Marne : 386 (0,32%)
 - Blacy: 666 (1,39%)
 - Blaise-sous-Arzillières: 342 (-0,94%)
 - La Chaussée-sur-Marne: 675 (0,35%)
 - Drouilly: 128 (0,65%)
 - Frignicourt: 1 794 (0,4%)
 - Loisy-sur-Marne: 944 (0,56%)
 - Maisons-en-Champagne: 490 (1,7%)
 - Marolles: 861 (4,95%)
 - Pringy: 442 (0,75%)
 - Les Rivières-Henruel: 166 (-1,08%)
 - Saint-Chéron: 78 (-0,25%)
 - Songy: 274 (-0,14%)
 - Soulanges: 477 (0,65%)
- Rang:
 - Vitry = 4eme ville du département
- 9 678 ménages fiscaux (soit 2,25 personnes par ménage) (Filocom 2011)
- Revenu fiscal médian¹ de 15 902 €; et de 13 682 € pour Vitry-le-François: (2010)

Les hébergements

- 3 résidences d'éducation, plus de 56 chambres
- 2 maisons de retraite
 - Hôpital Vitry : 100 chambres
 - Loisy-sur-Marne: 112 chambres
- 3 résidences pour personnes âgées
 - Le Hamois: 66 chambres
 - La Sérénité : 41 chambres
 - Les Tilleuils: 67 chambres

Les bailleurs sociaux (DGI 2011 - PLH)

- Vitry Habitat: 3 700 logements gérés
- Effort Rémois : 304 logements gérés
- Foyer Rémois : 315 logements gérés



Le parc de logement

- Un parc de 11 681 logements (Filocom 2011):
 - 83,7 % de résidences principales (9 782)
 - 1,6 % de résidences secondaires (190)
 - 14,6 % de logements vacants (1709) soit une augmentation de 12 % depuis 2009 (soit 183 logt dont 94% de collectif)
- 9 782 résidences principales réparties au léger bénéfice des logements locatifs (Filocom 11)
 - 45,2 % de propriétaires occupants
 - 52,5 % de locataires (dont 64,1% de locatifs publics)
 - 2,3 % "d'autres"
- Année de construction (Filocom 2011):
 - avant 1949: 17.%
 - de 1949 à 1974 : 51,4 %
 - de 1975 à 1989 : 17,1 %
 - après 1990 : 14,5 %
- Un taux de vacance moyen de 9,03 % : (Insee 2009)
- Un taux de vacance moyen de 13,83 % (Filocom 2011)

Le foncier

- 44 logements mis en chantier dont 45,5% pour Vitry-le-François (Sit@del2; com 2011)
- 64 logements autorisés dont 51,6% pour Vitry-le-François (Sit@del2; auto 2011)
- Prix moyen d'un appartement sur Vitry : 626,2 €/m² (DLA 2011 – 18 acquisitions)
- Prix moyen d'une maison sur Vitry : 270,8 €/m² (DLA² 2011 – 59 acquisitions)
- Prix du terrain à bâtir : 35 €/m² pour Vitry-le-François (DIA 2011 – 2 acquisitions)

¹ Insee ; DGFiP, Revenus fiscaux localisés des ménages.

² DIA: Déclarations d'Intention d'Aliéner (Source: CCVLF)

1. LES INDICATEURS DU LOGEMENT

1.1. Le parc de logements

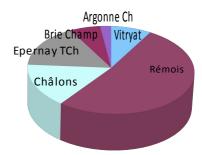
			Répartition d	u parc de logem	ents											
						2007			2009			2010			2011	
			Résidences pri	ncipales	245 347	87,	8%	247 595	87,	,3%	248 972	87	7,0%	249 768	86	5,4%
			Logements vac	ants	25 028	8,9	9%	26 854	9,	5%	27 998	9	,8%	30 114	10),4%
			Résidences sec	ondaires	9 172	3,3	3%	9 259	3,:	2%	9 230	3	,2%	9 2 1 7	3	,2%
			Ensemble des l	ogements	279 547	100	,0%	283 708	100	,0%	286 200	10	0,0%	289 099	10	0,0%
			Répartition d	es résidences pr	incipales	selon le s	tatut d'o	ccupation	1							
						2007			2009			2010			2011	
			S	tatut	nb	Marne En %	France En %	nb	Marne En %	France En %	nb	Marne En %	France En %	nb	Marne En %	France En %
			Propriétaires o	ccupants	125 867	En %	57,5	127 932	51,7	57,9	128 839	51,8	57,9	129 639	51,9	57,9
			Locataires du p	arc privé	47 052	19,2	24,3	48 533	19,6	24,4	50 553	20,3	24,7	49 792	19,9	24,8
			Locataires du p	arc social	65 875	26,8	14,8	65 125	26,3	14,6	63 773	25,6	14,4	64719	25,9	14,3
			Autres statuts		6 553	2,7	3,4	6 005	2,4	3,1	5 807	2,3	3	5 618	2,3	3
		nts	Ensemble des F		245 347	48,7	100	247 595	100	100	248 972	100	100	249 768	100	100
	0	me	Nombre de r	ésidences princip	pales par territoires						_					
	l'Offre	arc	Pays			2007			2009		2010		Evo 09/10	20	2011	
FILOCOM	-		Pays d'Argonne	Champenoise		5 539			5 510		5 560		0,91%	5 560		0,00%
ö	ner		Pays de Brie et		14 917			15 245		15	406	1,06%	15	551	0,94%	
∄	luer	d np	Pays d'Epernay	Terres de Champ		37 959			38 206		38	280	0,19%	38	447	0,44%
	ŭ		Pays de Châlon	s en Champagne	39 577				40 383		40	456	0,18%	40	765	0,76%
	7	Structure	Pays Rémois		127 529			128 232		129 136		0,70%	129	209	0,06%	
		ţr	Pays Vitryat		19 823			20 016		20 131		0,57%	20	233	0,51%	
		0)	Agglo	mérations												
			CCSM			3 626		3 596				3 622			3 634	
			cccs			4 104			4 139			4 174			4 209	
			CCEPC			16 723			16 742			16 741			16 836	
			CAC			27 671			28 135			28 081			28 207	
			CAR			97 352			97 227			97 717			97 441	
			CCVF			9 856			9 813			9 780			9 782	
			ToTaL aggloméra	tions		159 332			159 652			160 115	j		160 109	1
			Taille des rés	idences principal	es											
				Typologie	T1 T2	T3 T4	T5 et+	T1T2	T3 T4	T5et+	T1T2	T3T4	T5et+	T1T2	T3T4	T5et+
			Marne	En %	19,3	49,4	31,3	18,8	49,2	31,9	18,8	49	32,2	18,6	49	32,4
				En nombre	47 367	121 285	76 695	46 633	121 923	79 039	46 863	122 056	80 053	46 365	122 478	80 925
ĺ				total RP		245 347			247 595			248 972			249 768	

La tendance constatée en 2010 se poursuit en 2011 : un parc de logement qui augmente de **1% entre 2010 et 2011 mais qui** connaît peu d'évolution. Le nombre de résidences principales augmente mais sa part baisse au profit des logements vacants (+0,6 points).

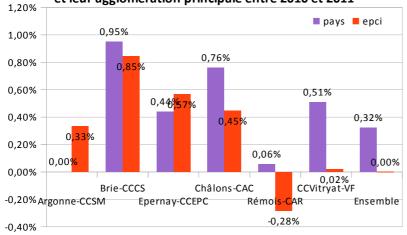
La part des locataires du parc social baisse toujours un peu plus chaque année au profit du parc privé. Le parc privé accuse toutefois une légère baisse en 2011 (-1,5%).

La part des petits logements baisse. A l'inverse, la part des grands logements poursuit sa progression en 2011.

Les résidences principales des 6 pays



Evolution des résidences principales dans les pays et leur agglomération principale entre 2010 et 2011



Entre 2010 et 2011, les pays enregistrent une légère progression de leurs résidences principales (entre 0 et 0,95%).

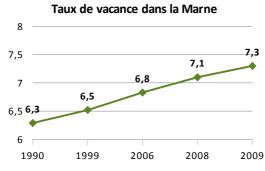
Dans les pôles urbains, seule l'agglomération rémoise connaît une perte mineure de ses résidences principales.

1.2. La vacance

		Répartition de la vacance								
		Territoires	19	999	20	006	20	008	20	009
		Marne	taux	nombre	taux	nombre	taux	nombre	taux	nombre
		iviarne	6,5	16 509	6,8	18 346	7,1	19 360	7,3	20 001
		Vacance Filocom							9,5	26 854
		Pays								
		Pays d'Argonne	7,2	453	11,2	737	11,5	768	11,4	760
		Pays d'Epernay	7,4	2 916	8,7	3 553	9,0	3 767	9,3	3 907
	بو ا	Pays de Brie et Champagne	8,2	1 395	8,9	1 593	9,4	1 713	9,7	1 790
* !!	vacance	Pays de Châlons	5,3	2 086	6,2	2 656	6,3	2 750	6,2	2 717
INSEE	\ \ \ \ \ \ \ \ \ \ \ \ \ \ \ \ \ \ \	Pays de Reims	6,6	8 574	5,9	8 192	6,2	8 603	6,3	8 873
	<u>a</u>	Pays Vitryat	5,2	1 085	7,2	1 615	7,7	1 754	8,4	1926
		Agglomérations								
		CCSM (Sainte-Ménéhoudl)	7,6	302	12,4	531	12,4	537	12,2	522
		CCCS (Sézannais)	8,9	411	10,8	527	11,1	542	11,7	582
		CCEPC (Epernay)	8,2	1 444	9,5	1 600	9,2	1 694	9,0	1 688
		CAC (Châlons)	5,0	1 407	6,6	1 980	6,6	1 998	6,3	1929
		CAR (Reims)	7,3	7 242	6,3	6 400	6,5	6 779	6,5	6 9 5 4
		CCVF (Vitry-le-François)	4,7	492	7,3	799	8,1	895	9,2	1011
		Moy part agglos/total nb agglos	6,95	11 298	8,8	11 837	9,0	12 445	7,1	12 686

^{*}Le Taux de vacance est la part des logements vacants parmi les logements locatifs proposés à la location dans l'ensemble des logements loués ou proposés à la location.

^{*}Un logement vacant est un logement inoccupé se trouvant dans l'un des cas suivants : proposé à la vente, à la location ; déjà attribué à un acheteur ou un locataire et en attente d'occupation ; en attente de règlement de succession ; conservé par un employeur pour un usage futur au profit de ses employés ; gardé vacant et sans affectation précise par le propriétaire (ex : un logement très vétuste...).



En 2009, la vacance représente 7,3% du parc de logement marnais.. Depuis 1999, la vacance a progressé de plus de 20%, soit une 2,3 croissance annuelle d'environ 1,9%, avec une accélération depuis 2006.

Les pays d'Epernay Terres de Champagne, de Brie et Champagne et Vitryat ont eu un taux de vacance qui a progressé en 2009 contrairement aux trois autres pays qui ont connu une stabilité. Les agglomérations de Vitry-le-François et Sézanne accusent les plus fortes hausse de la vacance départementale.

La vacance de l'agglomération de Vitry-le-François connaît une forte progression entre 2008 et 2009, soit Agglo de Vitry

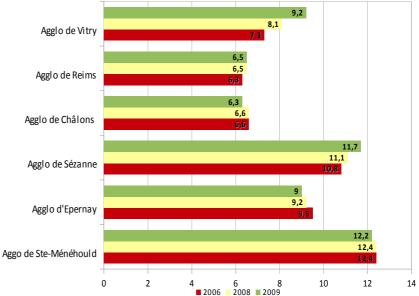
hausse du département.

Les agglomérations de Châlons-enChampagne et Epernay connaissent
une légère baisse.

une hausse de 1,1 point après avoir connu +0,8 point entre 2006 et 2008.

C'est encore en 2009 la plus forte

Les démolitions sur l'agglomération de Sainte-Ménéhould n'ont pas entraîné de baisse significative de la vacance.



Evolution de la vacance dans les agglomérations entre 2006 et 2009

1.3. Les logements locatifs sociaux

		Répartition du parc locatif so	cial											
		te rritoires		2007			2009			2010			2011	
				67809			67 869			68411			70 058	
		Marne	individ	uel c	ollectif	individ	uel c	ollectif	individ	uel c	ollectif	individ	uel c	ollectif
						11 95	3 9	55 916	12 26	5 9	6 146	1173	1 9	8 327
		Pays d'Argonne		791			734			638			670	
		Pays d'Epernay		5 150			5 104			5 255			5 395	
		Pays de Brie et Champagne		1748			1805			1849			1 821	
		Pays de Châlons		11538			11797			11874			12063	
		Pays de Reims		43 597			43794			44126			45 336	
		Pays Vitryat		4 679			4 6 3 5			4 6 6 9			4 701	
	stock du parc locatif social	Répartition du parc locatif so	cial se	lon le 1	nombre	de piè	ces. En	%						
1)	ii.		1-2p	3-4p	5 et+	1-2p	3-4p	5 et+	1-2p	3-4p	5 et+	1-2p	3-4p	5 et+
RPLS (2011)	cat	Marne	20	63	17	20	62	18	20	62,5	17,5	20	62,2	17,7
S (2	9,	CAR	19	62	20	19	63	18	19	62	19	19	62	18
RPL	par	CAC	22	67	10	25	67	8	24,5	67	8,5	24	64	12
Ι.Ι	пp	CCEPC	26	63	11	26	63	11	26	64	10	26	64	10
EPLS	š	CCVF	23	60	18	23	59	18	23	59	18	22	60	18
ш	şç	cccs	23	62	16	23	59	18	24	60	16	23	61	16
	Le	CCZM	15	68	17	23	59	18	8	76	16	11	70	19
		total agglomérations								61179			62 667	
		diffus								7 232			7391	
		Vacance du parc locatif social	. En %											
				2009			2010			2011			2012	
		Marne		3,3			3,7			4,9			5,2	
		France		2,6			2,9			3,2			3,2	
		Mobilité dans le parc locatif s	ocial . I	En %										
				2009			2010			2011			2012	
		Marne		11,7			11,5			11,6			12,1	
		France		9,6			9,7			9,9			10,1	

Entre 2010 et 2011, la croissance du parc locatif social a été de 2,4%, attestant la plus forte croissance depuis 2007.

Une croissance territoriale contrastée

Entre 2007 et 2011, le parc social a connu une croissance de plus de 3%. Cependant l'évolution reste contrastée dans la répartition territoriale : alors que 4 pays ont un parc social en hausse, celui du pays Vitryat est resté stable (+0,5%) alors que le parc social du pays d'Argonne baissait de 15% en raison principalement des démolitions opérées depuis 2009. . Il reprend cependant 5% en 2011.

Entre 2010 et 2011, seul le pays de Brie et Champagne connaît une très légère baisse.

Une typologie qui évolue sauf pour la CAC et la CCSM

La part des 5 pièces et plus de la communauté d'agglomération de Châlons-en-Champagne progresse de 3,5 points entre 2010 et 2011 au détriment des 3-4 pièces.

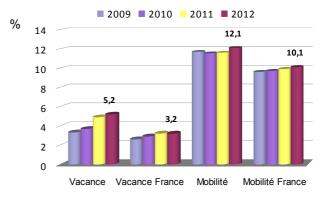
De même, la communauté de communes de Sainte-Ménéhould a vu sa répartition évoluer : la part des 1-2 pièces et 5 pièces et plus ont chacun connu une croissance de 3 points, alors que les 3-4 pièces perdaient 6 points.

La vacance dans la Marne croit depuis 2009. Elle atteint, avec 5,2 %, des sommets inquiétants.

La vacance du parc social marnais est supérieure à la vacance du parc social de la France métropolitaine. Elle progresse plus rapidement, notamment en 2011.

La mobilité au sein du parc évolue très peu. La mobilité est plus forte au sein du parc social marnais et l'écart de 2 points entre la Marne et la France en 2012, existant pour la vacance se retrouve dans la mobilité.

Taux de vacance et de mobilité du parc de locatif social



1.4. Le financement de logements sociaux

		Répartition du parc locat	if soci	al – Fir	nancen	nent c	lassiq	ue (PL	Ai, PLS	S, PLU	S)						
	_	territoires		2007			2008			2009			2010			2011	
	ANRU	Marne		485			728			997			717			825	
		selon le nombre de pièces*	1-2p	3-4p	5 et +	1-2p	3-4p	5 et +	1-2p	3-4p	5 et +	1-2p	3-4p	5 et +	1-2p	3-4p	5 et +
	n et	Marne	76	332	77	192	454	82	241	699	57	220	406	35	501	296	28
	commun	CAR	53	185	21	134	213	35	186	430	29	113	238	21	418	154	7
	Ë	CAC	9	37	31	28	40	6	16	62	7	33	81	7	65	55	11
	ij	CCEPC	5	24	2	14	54	1	11	45	2	0	0	1	2	8	2
	droit	CCVF	0	25	8	0	19	2	0	43	0	0	9	3	3	30	0
SISAL	de	CCCS / CCSM	0	100	0				1	2	0				0	5	0
1	ent	Territoire diffus	9	59	15	16	128	38	26	118	19	74	78	3	13	44	8
EPLS	ы	Foyers et résidences (en+)		95			300			127			76				
ш	Financement	Répartition du parc locat	if soci	al ANF	RU												
	Ë	territoires		2007			2008			2009			2010			2011	
	I	Marne		178			256			603			177			250	
	nouvelle	selon le nombre de pièces	1-2p	3-4p	5 et +	1-2p	3-4p	5 et +	1-2p	3-4p	5 et +	1-2p	3-4p	5 et +	1-2p	3-4p	5 et +
	S S	Marne	26	136	16	46	184	26	105	431	67	44	114	19	54	189	7
		CAR	22	104	11	46	156	17	89	279	28	35	48	6	50	130	7
	Offre	CAC							13	122	38	2	20	4		10	
	0	CCEPC	2	24	5				3	30	1	7	46	9	4	31	
		CCVF	2	8	0	0	28	9								18	

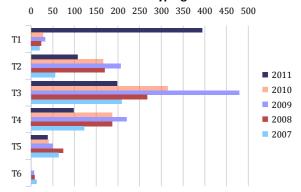
1 - Le financement de droit commun

Avec 825 logements locatifs sociaux en 2011, le financement du logement social reste stable dans la Marne.

L'essentiel des financements 2011 porte sur les agglomérations de Reims et de Châlons-en-Champagne avec plus de 60% des financements du département.

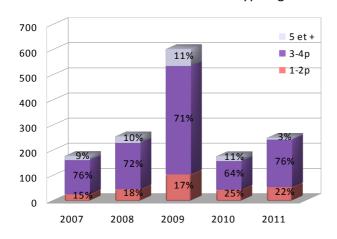
Pour la première fois, le financement des petites typologies (T1,T2) est supérieur au financement des typologies intermédiaires (T3,T4), essentiellement sur la CAR où celles-ci représentent 72% du financement de l'agglomération . Sur la CAC, cette typologie représente 49%. Ce sont particulièrement les T1 qui expliquent ce fort taux.(résidences étudiantes).

Nombre de logements sociaux financés dans la Marne selon la typolgie



2 - L' ANRU

Evolution de l'ANRU: stock et typologie



Un financement ANRU (en terme de dépôt de dossiers) qui demeure stable en 2011 (hors l'année exceptionnelle de 2009).

En 2011, les T1 et T2 représentent 22% des financements ANRU du département.

La majorité des financements de 2011 concerne la CAR

27% des financements 2011 concerne les T1 et T2 de la CAR. Ils étaient précédemment de 39% en 2010, 22,5% en 2009 et 21% en 2008.

1.5. La demande potentielle

L'identification de la part des ménages éligibles au logement social à partir des revenus des ménages et des plafonds de ressources HLM des données Filocom apporte des éléments sur la demande potentielle en logement social.

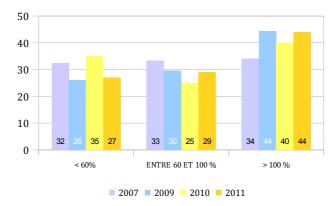
			Revenu	s des ménages et plafonds o	de ressources	HLM en %		
	sociaux		Territoir	es	2007	2009	2010	2011
	soci		CAR	Revenus < 60%	37	31	31	31
	nts		CAR	Revenus entre 60 et 100%	32	30	29	29
	me	a)	CAR	Revenus > 100%	31	40	40	40
	logements	potentielle	CAC	Revenus < 60%	34	28	33	29
	en	enti	CAC	Revenus entre 60 et 100%	35	32	29	31
Σ	Jde	ote	CAC	Revenus > 100%	31	41	38	41
FILOCOM	demande	_	CCEPC	Revenus < 60%	32	26	29	26
문		auc	CCEPC	Revenus entre 60 et 100%	33	29	28	29
	de la	demande	CCEPC	Revenus > 100%	35	45	44	44
	atc	a-	CCVF	Revenus < 60%	43	36	43	37
	l'état	_	CCVF	Revenus entre 60 et 100%	35	32	28	32
	luer		CCVF	Revenus > 100%	22	32	28	31
	Evaluer		MARNE	Revenus < 60%	32	26	35	27
	_		MARNE	Revenus entre 60 et 100%	33	30	25	29
			MARNE	Revenus > 100%	34	44	40	44

La répartition de la demande potentielle des ménages marnais de 2011 revient à son niveau de 2009.

La première tranche des revenus (revenus inférieurs à 60%) évolue à la baisse entre 2010 et 2011, touchant essentiellement trois des quatre grandes agglomérations du département que sont la communauté d'agglomération de Châlons-en-Champagne, la Communauté de communes d'Epernay et Terres de Champagne et la communauté de communes de Vitry-le-François.

Inversement les tranches dont les revenus sont compris entre 60 et 100% des plafonds de ressources HLM et supérieurs à 100% des plafonds HLM évoluent à la hausse.

Evolution des niveaux des revenus des ménages en fonction du plafond HLM sur le département de la Marne



L'ensemble des tranches de la demande potentielle de la communauté d'agglomération de Reims se maintient au même niveau depuis 2009, date à laquelle le nouveau calcul est intervenu. (Loi Boutin du 25 mars 2009 réduisant le montant des plafonds de 10,3%).

La communauté de communes de Vitry-le-François concentre toujours la plus forte précarité exprimée avec 37% de ménages compris dans la première tranche de revenus inférieurs à 60%.

1.6. Le N° Unique

Le seul indicateur qui permette d'apprécier la demande en logement locatif social est le Numéro unique.

Qu'est-ce que le numéro-unique?

La loi n° 98-657 du 29 juillet 1998, relative à la lutte contre les exclusions, a créé le numéro unique départemental d'enregistrement des demandes en partant du constat qu'un grand nombre des demandes de logements locatifs sociaux n'étaient pas satisfaites dans un délai pouvant parfois atteindre plusieurs années. Toute personne souhaitant obtenir un logement locatif social reçoit dans ce cadre un numéro départemental d'enregistrement, qui est dit unique car il reste attribué au demandeur, même si celui-ci formule plusieurs demandes, successives ou simultanées, auprès de différents bailleurs. La mise en place de ce dispositif avait pour objectif de permettre :

- ◆ La prise en compte de toutes les demandes de logement locatif social
- Leur examen prioritaire en cas d'attente anormalement longue
- Une meilleure transparence dans les attributions

Il s'agissait d'améliorer la transparence des attributions de logements sociaux et de garantir l'égalité des chances entre les candidats à ces logements en permettant de mesurer les délais d'attente des demandeurs et de faire apparaître ceux d'entre eux devant bénéficier d'un examen prioritaire de leur demande lorsque le délai devient anormalement long.

Nous avons exploité cet indicateur dans l'observatoire du logement en 2009 et 2010.

En 2011, une réforme de la base Numéro Unique a été engagée.

Un nouveau système informatique national d'enregistrement des demandes de logement locatif social a été mis en place par l'Etat depuis le 28 mars 2011. Cette procédure de gestion des demandes de logement social est plus simple et plus claire pour le demandeur qui se voit attribuer **un numéro unique départemental.** Un des objectifs de la réforme est de fiabiliser les données et de les partager entre services enregistreurs.

Si les bailleurs sont obligatoirement des services « enregistreurs », la réforme a précisé l'organisation départementale de la gestion du système par une convention départementale signée entre le préfet de département et les services enregistreurs et a précisé les missions respectives de chacune des parties.

L'ARCA est devenue gestionnaire du fichier régional en Champagne-Ardenne. Elle sera notamment chargée de diffuser des tableaux statistiques à la DREAL et aux DDT.

La récente mise en place de cette réforme ne nous avait pas permis d'actualiser cet indicateur en 2011.

L'Infocentre, outil national permettant l'extraction des données du numéro unique est opérationnel depuis décembre 2012. Les données ont d'abord fait l'objet d'une fiabilisation par l'Etat, la DREAL et l'ARCA pour 2011 et 2012 avant d'être mises en ligne.

Elles pourront donc, à compter de 2013, faire l'objet d'une analyse précise.

1.7. Les aides au logement et les taux d'effort

	Marne	2007	2009	2010	2011
	nombre d'allocataires CNAF	55924	59398	58295	59 947
	Parc locatif privé	38%	39%	39%	39%
	Parc locatif social	49%	48%	48%	49%
	Accès à la propriété	5%	5%	5%	5%
	Et a blissement (maison de retraite, Centre de long séjour, foyers étudiants ou handicapés)	8%	8%	8%	8%
	Les taux d'effort après "aides au logement" en nb ména	iges (calculé à p	artir du nb all à rev	enus connus)	
	Parc locatif privé-taux d'effort < à 20%	3 618	4 352	4 004	4 072
	Parc locatif privé-20% < taux d'effort <29%	2 549	3 103	2 994	3 110
	Parc locatif privé-30% < taux d'effort <39%	1714	1 778	1 878	1810
	Parc locatif privé-taux d'effort >à 39%	2 253	3 300	3 616	3 433
ب	Parc locatif privé-taux d'effort : sans revenus propres	960			
d'effort	Total parc locatif privé	11 294	12 533	12 492	12 425
d'e	Parc locatif social-taux d'effort <à 20%	12 356	18 986	18 248	18 771
taux	Parc locatif social- 20% < taux d'effort < 29%	1 708	2 992	3 296	3 410
e Et	Parc locatif social- 30% < taux d'effort <39%	343	700	886	908
	Parc locatif social-taux d'effort >à 39%	242	821	922	991
	Parc locatif social-taux d'effort : sans revenus propres	294			
	Total parc locatif social	14 913	23 499	23 352	24 080
	Accession-taux d'effort <à 20%	1 251	1 039	886	833
	Accession- 20% < taux d'effort < 29%	962	1 160	1 081	1 124
	Accession-30% < taux d'effort <39%	379	480	438	485
	Accession-tauxd'effort >à 39%	223	300	324	302
	Accession-tauxd'effort : sans revenus propres	8			
	Total Accession	2823	2979	2729	2744
	Parc total Marne-taux d'effort <à 20%	57%	62%	60%	60%
	Parc total Marne - 20% < taux d'effort <29%	19%	19%	19%	20%
	Parc total Marne - 30% < taux d'effort <39%	9%	8%	8%	8%
	Parc total Marne - taux d'effort >à 39%	10%	11%	13%	12%

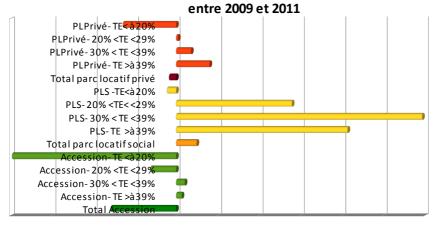
le nb d'allocataires logement champ taux d'effort est plus faible que le nb d'allocataires total

1 - Les aides au logement

Le nombre d'allocataires de prestations logement de la Marne est passé à 59 947 allocataires en 2011. Depuis 2009, date à laquelle le nombre d'allocataires aux prestations logement avait fortement progressé, le nombre d'allocataires évolue de manière plus stable (+1,86% entre 2009 et 2010, -2,83% entre 2010 et 2011) La répartition des allocataires selon le type de parc concerné reste également plus stable.

2 - Les taux d'effort

Evolution du nombre de ménages selon le type de parc et la tranche de taux



-20,0% -15,0% -10,0% -5,0% 0,0% 5,0% 10,0% 15,0% 20,0% 25,0% 30,0%

Entre 2009 et 2011, l'évolution porte principalement sur les ménages du parc locatif social (toutes tranches confondues) qui connaissent un alourdissement de leur budget consacré au logement.

Le taux d'effort du parc locatif privé reste stable alors qu'il baisse sur le parc destiné à l'accession.

1.8. L'évolution des loyers du parc privé

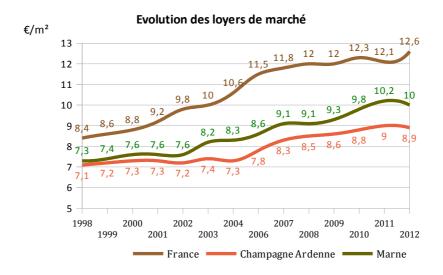
			Evolution des lo	yers du p	arc privé en €/	m²			
			Territoire	es	2008	2009	2010	2011	2012
			Marne		9,1	9,3	9,8	10,2	10,0
			Agglo	mérations					
			CAR T1		12,7	12,9	14,7	15,9	14,2
	ě		CAR T2		7,7	10,2	10,3	10,6	10,0
	du marché		CAR T3		11,2	8,6	8,8	8,6	8,8
	ma	Vé,	CAR T4		7,6	8,0	7,8	7,7	8,3
	np	privé	CAR T5 et +		7,0	7,8	7,8	8,8	7,9
~		parc		CAR	9,2	9,5	10,3	10,9	9,8
CLAMEUR	tension	d np	CAC T1		11,9	11,5	11,5	12,9	12,8
P		rsd	CAC T2		9,5	9,2	9,1	10,2	10,3
ū	r la	loyers	CAC T3		8,0	7,5	7,3	8,3	8,6
	ne	S	CAC T4		7,6	7,1	7,0	8,0	8,3
	Evaluer la	Fe	CAC T5 et +		7,0	7,2	6,9	7,7	7,6
	_			CAC	8,8	8,5	9,1	10,2	10,3
	3		CCEPC T1		13,6	9,5	10,0	13,9	9,8
			CCEPC T2		11,0	9,7	9,9	8,8	10,0
			CCEPC T3		7,9	7,5	7,5	7,7	8,3
			CCEPC T4		7,4	7,4	7,0	6,7	6,0
			CCEPC T5 et +		6,8	7,1	6,4	6,8	6,4
				CCEPC	9,3	8,2	8,3	8,5	8,4

Dernière mise à jour Clameur : aout 2012

Le niveau des loyers de marché du département de la Marne atteint 10,0 €/m² en 2012, ce qui représente une légère baisse par rapport à l'année 2011. Le rythme de progression des loyers qui s'était relevé se stabilise en 2012.

La CAR accuse une baisse des loyers du parc privé de 1,1 point entre 2011 et 2012. Alors que les loyers au m² restent stables pour les typologies moyennes, ils diminuent pour les T1T2 et T5 et+.

La CAC et la CCEPC maintiennent des niveaux de loyers équivalents à ceux de 2011. Les loyers des T1 enregistrent toutefois une forte baisse sur la CCEPC.

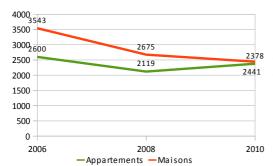


On observe une tendance inverse par rapport à 2011 entre le niveau des loyers national et départemental et régional. Les loyers se stabilisent en région Champagne-Ardenne alors qu'ils progressent au niveau national.

1.9. Le marché de l'immobilier

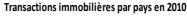
		Nombre de transactions immol	oilières					
		Territoires	200	6	200	8	201	0
			nombre	part en %	nombre	part en %	nombre	part en %
		Appartements	2600	42,3%	2119	44,2%	2378	49,3%
		Maisons	3543	57,7%	2675	55,8%	2441	50,7%
		Marne	6143		4794		4819	
		Pays						
		Pays d'Argonne	161		122		87	
		appartements	49	30,4%	6	4,9%	3	3,4%
		maisons	112	69,6%	116	95,1%	84	96,6%
		Pays d'Epernay	589		903		808	
		appartements	249	42,3%	269	29,8%	264	206,1%
		maisons	340	57,7%	634	70,2%	544	67,3%
		Pays de Brie et Champagne	353		303		188	
		appartements	13	3,7%	5	1,7%	2	1,1%
	_	maisons	340	96,3%	298	98,3%	186	98,9%
	≣e	Pays de Châlons	1108		781		712	
	don	appartements	468	42,2%	353	45,2%	241	33,8%
PERVAL	<u>n</u>	maisons	640	57,8%	428	54,8%	471	66,2%
PER	le marché immobilier	Pays de Reims	3216		2487		2838	
	arc	appartements	1767	54,9%	1469	59,1%	1797	63,3%
	eπ	maisons	1449	45,1%	1018	40,9%	1041	36,7%
		Pays Vitryat	347		168		186	
		appartements	54	15,6%	17	10,1%	71	38,2%
		maisons	293	84,4%	151	89,9%	115	61,8%
		Communes						
		Reims	2172		1770		2091	
		appartements	1601	73,7%	1395	78,81%	1700	81,3%
		maisons	571	26,3%	375	21,19%	391	18,7%
			666		452		395	
		appartements	398	59,8%	295	65,27%	220	55,7%
		maisons	268	40,2%	157	34,73%	175	44,3%
		Epernay	357		356		350	
		appartements	198	55,5%	226	63,48%	234	66,9%
		maisons	159	44,5%	130	36,52%	116	33,1%
		, .	86		38		24	
		appartements .	35	40,7%	16	42,11%	5	20,8%
		maisons	51	59,3%	22	57,89%	19	79,2%

Evolution des transactions entre 2006 et 2010



De manière générale, les pays enregistrent une tendance à la baisse des transactions. Néanmoins cette tendance est inversée sur le pays rémois. Le pays d'Epernay reste atypique du fait de sa hausse en 2008 et d'une légère baisse en 2010.

Le nombre de transactions immobilières s'est stabilisé en 2010. On observe depuis 2008 une tendance à la hausse des transactions d'appartements et inversement une baisse des ventes de maisons individuelles.





1.10. La construction neuve

Evaluer la tension sur le foncier

4

Autorisations. En nombre de	logements er	n dates réelles a	au 26/11/2012		
Marne	2007	2008	2009	2010	2011
collectifs	2 144	1 280	1 151	1 512	1 453
individuels	1820	1 279	1 368	1 400	1 448
Dont individuels purs	1 393	1 010	860	1 104	1 071
Dont individuels groupés	427	269	508	296	377
en résidence	162	299	29	395	257
total logements autorisés	4 126	2 858	2 5 4 8	3 307	3 158
Pays					
Pays d'Argonne	37	43	33	30	24
Pays d'Epernay	344	224	305	366	339
Pays de Brie et Champagne	251	176	117	117	105
Pays de Châlons	502	365	498	696	490
Pays Rémois	2637	1759	1359	1923	2027
Pays Vitryat	355	291	236	175	173
Agglomérations					
CAR	2176	1361	923	1503	1631
CAC	303	230	353	482	352
CCEPC	117	16	82	164	147
CCVF	175	80	117	71	64
Commencés. En nombre de le	ogements en	dates réelles a	u 26/11/2012		
Marne	2007	2008	2009	2010	2011
collectifs	1 252	1 561	1 648	1 524	957
individuels	1820	1 449	1 111	1 322	1 227
Dont individuels purs	1 456	1 097	813	930	917
Dont individuels groupés	364	352	298	392	310
en résidence	142	48	87	39	352
total logements commencés	3 214	3 058	2 846	2 885	2 5 3 6
Pays					
Pays d'Argonne	47	36	26	28	23
Pays d'Epernay	566	401	373	294	258
Pays de Brie et Champagne	237	246	113	99	69
Pays de Châlons	578	384	451	423	565
Pays de Châlons Pays Rémois	578 1374	384 1730	451 1671	423 1835	565 1481
Pays Rémois	1374	1730	1671	1835	1481
Pays Rémois Pays Vitryat	1374	1730	1671	1835	1481
Pays Rémois Pays Vitryat Agglomérations	1374 376	1730 244	1671 204	1835 192	1481 126
Pays Rémois Pays Vitryat Agglomérations CAR	1374 376 877	1730 244 1346	1671 204 1360	1835 192 1388	1481 126 1122

Le nombre de logements autorisés semble se stabiliser en 2011 avec comme en 2010, une répartition équivalente entre le collectif et l'individuel. Ce sont essentiellement sur les agglomérations que le nombre d'autorisations diminue.

Une légère baisse s'observe pour les logements commencés notamment concernant le collectif. On constate cependant une croissance forte des résidences en 2011.

L'activité de la CAC et du pays de Châlons repart à la hausse alors que celle de la CAR et du pays rémois est à la baisse.

logements autorisés et commencés

